

# Le réveil tant attendu

«La liberté ne descend pas vers un peuple, un peuple doit s'élever jusqu'à la liberté.»

Gandhi

Par Nour-Eddine Boukrouh

Le réveil dont il est question ici s'applique moins à l'extraordinaire vague de révoltes qui est en train de nettoyer les écuries d'Augias du monde arabe, qu'à un phénomène encore plus extraordinaire : le fait que cette vague semble aller dans le sens de l'Histoire. Je dis «semble» car un Algérien échaudé craint les douches froides : croyant aller en 1988 vers le meilleur, nous nous sommes vite retrouvés face au pire. Mais d'abord que sont ces révoltes ? Un complot de l'étranger ou de la nébuleuse d'Al-Qaïda comme l'ont affirmé Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et Ali Saleh ? Une brusque volonté de déstabiliser leurs pays de la part de peuples réputés pour leur tempérament pacifique ? Il s'est écoulé assez de temps pour pouvoir affirmer que ces soulèvements qui évoquent des phénomènes telluriques ne peuvent pas avoir été orchestrés, et qu'une pulsion suicidaire ne peut pas se propager d'un peuple à un autre. Cette contagion est celle d'un ras-le-bol général devant les excès du despotisme, et la propagation à une même aire culturelle de la volonté des peuples de se réapproprier leur souveraineté. L'éruption à laquelle on assiste marque le réveil tardif des Arabes dans un monde qui a beaucoup changé au cours des dernières décennies. La géopolitique, l'économie, la technologie, le climat, les médias, les idées, ont connu de profonds remaniements sans perturber leur quiétude séculaire. Dans les années qui ont suivi la chute du mur de Berlin, la plupart des nations qui vivaient sous le joug de pouvoirs totalitaires ont réalisé l'une après l'autre leur transition démocratique. Depuis, elles vivent en paix et poursuivent leur mise à niveau économique, sociale et culturelle pour se mettre au diapason des nations développées. Dans les pays arabes où les habitants ont souffert autant, sinon plus, du despotisme, de l'injustice et de la pauvreté, ceux-ci ne semblaient frémir qu'à l'idée d'une transition vers un Etat islamique mythique, donnant l'impression de chercher à tout prix à s'éloigner des valeurs universelles et à prendre à contresens le chemin de l'Histoire. Ils étaient globalement méprisés pour leur asservissement consenti et leur maintien loin des standards internationaux, jusqu'à ce que le peuple tunisien pulvérise ce cliché honteux. Les voilà désormais frémissant du Golfe à l'Atlantique à l'idée d'une transition vers la démocratie.

L'exemple tunisien a stimulé le peuple égyptien ; à son tour, l'exemple égyptien a donné du courage à d'autres peuples en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ce que l'Histoire ne nous a pas donné à voir en des siècles, pour ne pas dire jamais, elle nous l'a servi à profusion en l'espace de quelques semaines, nous gavant d'images et de spectacles qu'on n'espérait pas voir de notre vivant. Incrédulés d'abord, les masses arabes ont suivi cette réaction en chaîne à travers la couverture permanente des chaînes satellitaires qu'on peut créditer d'un honorable pourcentage dans le succès de ces révolutions, et découvert que le changement était possible pour ceux qui le voulaient.

Le vent de la liberté est venu de là où personne ne l'attendait. En Tunisie même, il est parti d'un bourg de l'intérieur du pays. Et dans ce bourg lui-même, ce n'est pas un parti, un syndicat ou un



groupe d'intellectuels qui a déclenché la tempête, mais le geste d'une policière giflant un marchand ambulant que n'habitait aucune intention politique. Comme dans la fameuse théorie de «l'effet papillon» en vertu de laquelle le battement d'aile d'un papillon à un bout du monde peut provoquer un ouragan à l'autre bout, le geste de Mohammed Bouazizi a enflammé l'aire arabe et brûlé plusieurs despotes. Et la liste n'est pas close. Dans une récente lecture, je suis tombé sur une citation du président Bourguiba où il disait : «J'ai fait d'une poussière d'individus un peuple de citoyens.» Le

peuple arabe le plus modernisé, grâce au système éducatif mis en place par Bourguiba justement, a réussi la première révolution démocratique dans le monde arabe, entraînant dans son sillage plusieurs d'entre eux.

En trois semaines le problème était réglé. Il y a eu certes des pillages et de la casse, phénomènes inévitables lors de mouvements de foules en colère, mais les émeutes ont vite pris les contours d'une authentique révolution politique. On n'a bientôt plus parlé de pain et de cherté de la vie, mais de dignité, de liberté, de démocratie et de comptes à rendre par le dictateur. La carte intellectuelle du monde arabo-musulman se caractérisait jusque-là

par des îlots de conscience moderne et des océans de conscience archaïque. Un intellectuel libanais, Ghassan Tuéni, voulant analyser l'échec de la «renaissance arabe» dans tous les domaines depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a choisi de donner pour titre à l'ouvrage qu'il a consacré à la question «Un siècle pour rien». C'était tout dire.

Mais ce constat rend encore plus surprenants les événements que nous vivons depuis deux mois. Comment les expliquer ? Comment comprendre que des peuples longtemps résignés et soumis aient subitement mûri, et qui plus est les uns à la suite des autres ? Sans préavis, les peuples arabes sont passés l'un à la suite de l'autre à l'âge des idées comme l'attestent les slogans et les déclarations qu'on a entendus et lus sur les banderoles.

C'étaient d'ailleurs les mêmes : «Echaâb yourid...» Les manifestants n'ont pas concentré leurs demandes sur les choses (emploi, augmentation des salaires ou programme de développement sans précédent) comme crurent bon de le leur proposer à la dernière minute Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, mais sur la fin du système qui les gouverne. Autrement dit, elles portaient sur des idées. Ni une «démocratie spécifique», ni une «démocratie responsable», mais le système démocratique universel dont la description peut tenir en un paragraphe : une constitution consacrant la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, l'égalité de tous devant la loi, la liberté de conscience et d'expression, des élections libres, des mécanismes de contrôle efficaces pour dissuader et punir la corruption...

Une révolution de l'esprit ! Voilà ce qui ne nous a pas été donné de voir en terre arabo-musulmane depuis la révélation du Coran, et qui fonde à penser que les peuples arabes ont enfin accédé à l'âge politique, à l'âge des idées. A ce stade, il faut peut-être faire une précision : les peuples qui mènent actuellement des révolutions dans leurs pays ne sont pas tout à fait ceux d'hier. La dénomination est la même mais le contenu physique et surtout intellectuel a changé dans de fortes proportions. L'avant-garde qui a mis le feu aux poudres est constituée de générations écloses au sein de ces mêmes peuples, mais avec des représentations mentales nouvelles dont la formation a été favorisée par les technologies de l'information et les chaînes satellitaires. Tout le monde convient du rôle joué dans la mobilisation par les réseaux sociaux. Internet a offert à ces générations des modes d'échange et d'information qui leur ont permis de préparer le terrain à une action concertée, transformant du même coup une poussière d'individus interconnectés en société, la rue en opinion publique, et les habitants en peuple.

Toynbee écrivait il y a un demi-siècle : «Une société est le produit des relations entre individus. Celles-ci proviennent de la coïncidence de leurs champs d'action individuels. Cette coïncidence permet la jonction de tous ces champs particuliers en un terrain commun que nous appelons "société". La société est le réseau complet des relations entre les êtres humains.

Les composantes de la société ne sont pas, par conséquent, les êtres humains, mais les relations qui existent entre eux.» En quelques semaines, les Tunisiens et les Égyptiens ont basculé dans le XXI<sup>e</sup> siècle, rejoignant la conception universelle des droits de l'homme et effaçant le souvenir de leur ancien statut de moutons de Panurge qui ne s'ébrouaient que pour acclamer un «zaïm», fêter des victoires de football, ou réagir à des «atteintes à l'islam» par un écrivain en mal de publicité ou un caricaturiste «anar». C'est vraiment la fin d'une ère, d'une mentalité, d'un modèle sociologique.

L'idée que la souveraineté appartient au peuple a mis quatorze siècles à germer dans le monde arabo-musulman, et nous sommes les heureux contemporains de cette germination. Hormis le cas unique d'Omar Ibn Abdelaziz, ce calife omeyyade qui voulût restituer un pouvoir dynastique qu'il jugeait illégitime, aucun dirigeant arabo-musulman ne

s'est jamais remis en cause, ne quittant le pouvoir que mort ou chassé par un autre candidat au despotisme.

Le monde arabe n'a pas connu d'exemple comme celui de Nelson Mandela, vénéré aujourd'hui dans le monde entier pour sa hauteur de vue et son désintéressement personnel.

*Des mégalomanes de faible niveau intellectuel en général, des malades mentaux pour certains et des voleurs dans presque tous les cas, ont régné selon leur bon vouloir, infantilisant à dessein leurs peuples pour mieux les maintenir à l'âge des choses, tandis qu'ils faisaient croire à l'Occident qu'ils étaient en personne les garants de la paix au Proche-Orient, les remparts contre l'islamisme, ou les gardes-frontières contre la menace migratoire.*